

# **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

2014-27

Accord-cadre " Acheminement et fourniture de gaz naturel et services associés sur le périmètre de la région Bourgogne"

## **GROUPEMENT DE COMMANDES**

**Coordonnateur du Groupement de commandes: Syndicat  
Intercommunal d'Energie, d'Equipement et  
d'Environnement de la Nièvre**

Date et heure limites de réception des offres

**Le mardi 2 décembre 2014 à 12h00**

**Règlement de la Consultation**

## **SOMMAIRE**

Article 1 <sup>er</sup> - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet de la consultation .....	3
1.2 – Membre du groupement .....	3
1.3 - Etendue de la consultation .....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Variantes .....	4
1.6 - Conditions de participation des concurrents .....	4
1.7 - Nomenclature communautaire .....	4
Article 2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Durée de l'accord-cadre .....	5
2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives .....	5
2.3 - Délai de validité des offres pour l'accord-cadre .....	5
2.4 - Mode de règlement des marchés subséquents et modalités de financement .....	5
2.5 - Conditions particulières d'exécution .....	5
Article 3 - Contenu du dossier de consultation .....	5
Article 4 - Présentation des candidatures et des offres .....	6
Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres .....	10
Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	14
6.1 - Transmission sous support papier .....	14
6.2 - Transmission électronique .....	14
Article 7 - Renseignements complémentaires .....	16
7.1 - Demande de renseignements .....	16
7.2 - Documents complémentaires .....	16
7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place .....	16
Article 8 - Procédures de recours .....	16

## **Article 1<sup>er</sup> - Objet et étendue de la consultation**

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

#### **Accord-cadre «Acheminement et fourniture de gaz naturel et services associés sur le périmètre de la région Bourgogne» Groupement de commandes**

La présente consultation a pour objet la conclusion, pour le compte du groupement de commandes, d'un accord-cadre pour l'acheminement et la fourniture de gaz naturel et services associés afin d'alimenter les Points de Livraison des membres du groupement. Les marchés subséquents seront passés sur la base de cet accord-cadre.

La procédure d'accord-cadre et de ses marchés subséquents est conclue sans engagement de montants ou de quantités minimums ou maximums conformément à l'article 76. VIII du Code des marchés publics.

Cet accord-cadre est lancé en groupement de commandes. Les membres composant le groupement de commandes sont indiqués à l'annexe 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le Syndicat Intercommunal d'Énergie, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre (SIEEEN) est désigné «Coordonnateur» du groupement de commandes de la région Bourgogne. A ce titre, il assure les phases de préparation, de passation, d'attribution, de signature, de notification de l'accord-cadre et des marchés subséquents. Chaque syndicat d'énergie Bourguignon est désigné « gestionnaire » sur son département, à savoir :

- Le Syndicat Intercommunal d'Énergies, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre
- Le Syndicat Intercommunal d'Énergies de Côte d'Or
- Le Syndicat Départemental d'Énergies de l'Yonne
- Le Syndicat Départemental d'Énergies de Saône et Loire

Les membres du groupement de commandes sont chargés de l'exécution des marchés subséquents issus de l'accord-cadre pour ce qui les concerne.

#### **Lieu d'exécution : Région Bourgogne**

Les lieux de livraison des prestations correspondent aux Points de livraison de chacun des membres du groupement.

### 1.2 – Membre du groupement

La liste des membres est détaillée dans Annexe 1 au CCAP : Liste des membres du Groupement de commandes.

### 1.3 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Cette consultation sera passée en application de l'article 76 du Code des marchés publics relatif aux accords-cadres.

Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum conclu avec plusieurs titulaires. L'accord-cadre sera attribué à dix (10) opérateurs économiques sous réserve d'un nombre

suffisant de candidatures et d'offres recevables selon les termes des articles 52 et 53 du Code des Marchés Publics.

Les marchés subséquents issus du présent accord-cadre seront attribués dans les conditions définies au C.C.A.P et au présent Règlement de la Consultation.

#### 1.4 - Décomposition de la consultation

Il est prévu un allotissement en 3 lots, décomposés comme suit :

- LOT n°1 : Les Points de livraison (PDL) d'une Consommation annuelle de Référence (CAR) inférieure à 300 MWh (tranche tarifaire de distribution TD1 et TD2)
- LOT n°2 : Les Points de livraison (PDL) d'une Consommation annuelle de Référence (CAR) supérieure à 300 MWh sans souscription de capacité (tranche tarifaire de distribution TD3)
- LOT n°3 : Les Points de livraison (PDL) d'une Consommation annuelle de Référence (CAR) supérieure à 5 GWh avec souscription de capacité (tranche tarifaire de distribution TD4)

#### 1.5 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

#### 1.6 - Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire de l'accord-cadre est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☐ un lot
- ☒ un ou plusieurs lots
- ☒ l'ensemble des lots

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, le paiement est effectué sur un compte unique. Celui-ci doit être un compte conjoint entre les membres du groupement.

#### 1.7 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

*Classification principale*  
Gaz naturel. (091230007)

*Classification complémentaire*

## **Article 2 - Conditions de la consultation**

### 2.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à l'acte d'engagement et au C.C.A.P.

### 2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

### 2.3 - Délai de validité des offres pour l'accord-cadre

Le délai de validité des offres pour l'accord-cadre est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement des marchés subséquents et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le financement est assuré par les ressources budgétaires propres de chaque membre du groupement de commandes.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché, seront payées dans les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 applicables à chaque type d'établissement à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Dans le respect des règles prévues par la comptabilité publique, le règlement peut faire l'objet d'un paiement sans mandatement préalable, sur décision du Membre.

### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

## **Article 3 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses annexes :

Annexe 1 : Liste des membres du groupement de commandes

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses annexes :

Annexe 1 : Modèle d'ordre de service pour le rattachement d'un point de livraison

Annexe 2 : Modèle d'ordre de service pour le détachement d'un point de livraison

Annexe 3 : Conditions standard de livraison du GRD

Annexe 4 : Bordereau des PCE

- le cadre d'Acte d'Engagement (AE) ;
  - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires

Annexe 2 : le Bordereau de prix des Termes Fixes mensuels

Annexe 3 : le document non contractuel désigné «Valorisation indicative de l'offre» réservé à l'estimation de l'offre. Cette valorisation n'engage pas les candidats et n'est utilisée qu'à des fins de validation de la méthode de chiffrage des offres de prix qui sera appliquée lors de l'attribution des marchés subséquents. Le candidat précise, à titre indicatif, les Termes Quantité. Ce document correspond à une période de fourniture d'un an

Annexe 4 : le cadre du mémoire technique

- l'acte constitutif du groupement de commandes pour l'achat de gaz naturel et d'électricité (fourniture, acheminement et services associés).

**Le candidat pourra télécharger le dossier de consultation sur le site [www.e-bourgogne.fr](http://www.e-bourgogne.fr), sans s'identifier. Néanmoins, s'il souhaite être informé des modifications qui pourraient être apportées au dossier de consultation il lui est conseillé de fournir une adresse mail valide et usuelle avant le téléchargement ou de s'inscrire sur le site. Les conditions de remise de l'offre par voie électronique sont précisées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.**

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique ne sera admise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **Article 4 - Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

##### **4.1 - Pièces à produire à l'appui de la candidature**

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants: imprimé DC1 dûment complété et signé (signature de façon manuscrite en original en cas de transmission papier ou signature électronique en cas de transmission dématérialisée), ou papier libre apportant l'intégralité des renseignements demandés au DC1, y compris la déclaration sur l'honneur en application de l'article 43 du Code des marchés publics (ATTENTION : une signature tampon ou scannée ne vaut ni signature manuscrite originale, ni signature électronique)
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ou procédure équivalente pour les candidats étrangers (cadre D2 du DC2 à remplir si utilisation du document)
- Le pouvoir habilitant le signataire des pièces de la candidature et/ou du marché à représenter l'entreprise (cadre C1 du DC2 à remplir si utilisation de ce document)

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cadre D1 du DC2 à remplir si utilisation de ce document)

Imprimé disponible avec sa notice explicative dans le catalogue formulaires nationaux non obligatoires sur [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires)

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Présentation de la structure du candidat ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principales fournitures effectuées au cours des trois dernières années dans des prestations similaires, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, avec notamment :
  - o la répartition clients «particuliers», «collectivités» et «industriels» sur une base de 100,
  - o la répartition des sites du portefeuille clients en «T1», «T2», «T3» et «T4» sur une base 100
  - o Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Copie de l'autorisation de fourniture de gaz naturel, prévue à l'article 5 de la loi N° 2003-8 du 3 janvier 2003 délivrée par le ministre chargé de l'énergie conformément au décret 2004-250 du 19 mars 2004
- Copie de l'agrément pour la fourniture de gaz naturel aux clients assurant une mission d'intérêt général (MIG), conformément aux articles L 443-1 et suivants du Code de l'énergie.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 4 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

**Les candidats sont invités, par mesure de simplification, à fournir les attestations sociales et fiscales, notamment celles énumérées à l'article D 8222-5 du Code du travail, sans attendre le jugement des offres. A défaut, il appartiendra au candidat déclaré attributaire de les fournir dans le délai imparti.**

#### 4.2 - Documents à produire à l'appui de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire :

- 4.2.1 Acte d'Engagement de l'accord cadre (joint au dossier de consultation) pour chaque lot auquel le candidat soumissionne



L'acte d'engagement est à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat et dument signé et revêtu du cachet de la société.

L'adresse à laquelle sont expédiés tous les documents relatifs à l'accord –cadre à conclure doit être indiquée dans l'acte d'engagement. Le n° de fax indiqué sera celui utilisé par le coordonnateur pour notifier le fournisseur que son offre a été retenue au stade du marché subséquent.

Conformément à l'article 11.1.1 Terme forfaitaire mensuel (TF) du CCTP, l'acte d'engagement contient également la formule de calcul du terme fixe mensuel accompagnées d'une explication des acronymes utilisés, de la définition des termes et variables utilisées en des termes pédagogiques ainsi que sur leur modalités d'accès par les membres (tableaux fournis, adresse URL des sites CRE, GTG 2007, GRT ou GRD,... contenant les valeurs numériques des variables). Les formules du TF doivent pouvoir prendre en compte toutes les tranches tarifaires de distribution. La formule des TF sert aussi bien :

- A déterminer le TF d'un nouveau PCE suite à une demande de rattachement ;
- A vérifier l'impact des mouvements tarifaires de l'ATRD et de l'ATRT sur les TF des PCE.

Les coordonnées du responsable « Grands Comptes » ainsi que son suppléant sont à indiquer à l'article 5.

#### 4.2.2 Le bordereau des prix unitaires (Annexe 1 à l'acte d'engagement)

Le bordereau des prix unitaires, complété et signé : remis sous format Word (.doc) soit sur la plateforme de dématérialisation pour les offres dématérialisées, soit sur CD Rom ou clé USB pour les offres au format papier.

Pour chaque lot, le candidat doit impérativement renseigner la totalité des items à remplir en précisant :

- Dans la case intitulée «  $Pu_{\text{DUPLICATA}}$  (€/HTT/u) » : le prix unitaire en €/HTT/u du duplicata papier de facturation, conformément à l'article 6.1.5. Etablissement de la facture du CCTP ;
- Dans les quatre cases intitulées «  $TQ(i)_{\text{GRD}}$  (€/HTT/MWh) » : les parts proportionnelles aux quantités distribuées en €/HTT/MWh du tarif de distribution du GRD concerné, conformément à l'article 11.1.2 Terme quantité TQ du CCAP, ou  $i \in \{1, 2, 3, 4\}$ .

#### 4.2.3 le Bordereau de prix des termes fixes (Annexe 2 à l'acte d'engagement)

Le Bordereau de prix des termes fixes mensuels (annexe 2 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre), complété et signé : remis sous format Excel (.xls) soit sur la plateforme de dématérialisation pour les offres dématérialisées, soit sur CD Rom ou clé USB pour les offres au format papier.

Pour chaque lot, le candidat doit impérativement renseigner la totalité des lignes de cette annexe en précisant pour chaque PCE :

- dans la colonne « Classe de consommation (C1, C2, C3, C4) » : la classe de consommation de chaque PCE ;
- dans la colonne « Terme Fixe mensuel (€/HTT/mois) » : le montant en €/HTT/mois du Terme Fixe de chaque PCE, conformément à l'article 11.1.1 Terme forfaitaire mensuel (TF) du CCAP.

Il renseigne le « taux de TVA sur le terme fixe mensuel (TF) », le « nom du candidat » et en fin de tableau le « Total TF (€/HTT/mois) » (somme des TF de l'ensemble des PCE du lot concerné).



#### 4.2.4 Valorisation indicative de l'Offre (Annexe 3 à l'acte d'engagement)

Le document non contractuel désigné «Valorisation indicative de l'offre» est réservé à l'estimation de l'offre des marchés subséquents complété. Cette valorisation n'engage pas les candidats au stade de l'accord-cadre et n'est utilisée qu'à des fins de validation de la méthode de chiffrage des offres de prix qui sera appliquée lors de l'attribution des marchés subséquents. Le candidat précise, à titre indicatif, les Termes Quantité pour chaque lot auquel il candidate. Ce document correspond à une période de fourniture d'un an.

Pour chaque n°j de mise en concurrence (n° du lot) où  $j \in \{1,2,3\}$ , la Valorisation Indicative de l'Offre ( $VIE_j$ ) est calculée de la façon suivante sur la base des TF et  $TQ(i)_{INDICATIF}$  renseignés par le candidat :

$$VIE_j \text{ HTTP} = 12 \times \sum TF_j + \left[ \sum_{i=1}^4 \left( TQ(i)_{INDICATIFj} \times \sum_{TD(i)} CAR_j \right) \right]$$

Avec :

$VIE_j \text{ HTTP}$  = Valorisation Indicative Economique par lot en € HTTP

$TF_j$  où  $j \in \{1,2,3\}$  = Somme des termes fixes mensuels (en € HTTP) établis en application des formules de calcul exposées à l'article 11.1.1 Terme forfaitaire mensuel (TF) du présent CCAP présentées dans l'acte d'engagement de l'accord cadre du lot concerné et indiquées dans la colonne « Terme fixe mensuel » du bordereau de prix des termes fixes annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre du lot concerné.

$CAR_j$  où  $j \in \{1,2,3\}$  = Somme des CAR (en MWh) indiqué dans la colonne « Consommation annuelle de référence (CAR) » du bordereau de prix des termes fixes annexé à l'acte d'engagement de l'accord cadre, des points de livraison appartenant à la tranche tarifaire de distribution  $TD(i)$  du GRD concerné déterminée conformément à l'article 11.1.2 du CCAP (étant entendu qu'une des sommes  $CAR_j$  peut être nulle pour une tranche tarifaire de distribution  $TD(i)$  non présente au bordereau du prix des termes fixes d'un lot)

$TQ(i)_{INDICATIFj}$  où  $j \in \{1,2,3\}$  = Terme de Quantité Indicatif s'appliquant au point de livraison appartenant à la tranche tarifaire de distribution  $TD(i)$  du GRD concerné déterminée conformément à l'article 11.1.2 du CCAP. Il s'obtient par la sommation :  $TQ(i)_{INDICATIFj} = TQ(i)_{GRD} + TM_{INDICATIFj}$

$TM_{INDICATIFj}$  : Terme Molécule figurant à l'article 6 de l'acte d'engagement du marché subséquent du Lot concerné.

$TQ(i)_{GRD}$  : correspondant au prix proportionnel, à l'euro près (sans marge), du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution du GRD concerné publié au journal officiel et propre à chaque point de livraison suivant sa tranche tarifaire de distribution  $TD(i)$ .

Le candidat établira son offre sur la base des informations fournies en annexe 4 « Bordereau des PCE » du CCTP. Ces informations ont été collectées auprès des membres et du distributeur.

#### 4.2.5 le mémoire technique (Annexe 4 à l'acte d'engagement)

Le mémoire technique expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions figurants dans le CCTP.

La structuration de ce mémoire technique, dont les candidats doivent respecter l'ordre et la numérotation des différents paragraphes, ainsi que les pièces demandées sont indiquées à l'annexe 4 de l'acte d'engagement.

#### 4.2.6 Les modèles de documents

Comme le rappel le cadre du mémoire technique, le candidat fournit différents exemples de documents :

- facture simple, conformément à l'article 6.1. Facturation du CCTP;
- facture regroupée, conformément à l'article 6.1.2. Mode de facturation par regroupement de PCE du CCTP;
- bordereau de regroupement, conformément à l'article 6.1.2.1. Bordereau de regroupement de factures du CCTP;
- modèle de facturation au format numérique, conformément à l'article 6.2.2. Transmission des données de facturation au format numérique du CCTP;
- modèle de feuillet récapitulatif annuel, conformément à l'article 6.2.3. Feuillet récapitulatif annuel du CCTP.

Les différents documents doivent être lisibles. Pour illustrer la description des fonctionnalités de son outil de suivi en ligne, le candidat fournit des captures d'écran, si possible, un lien URL permettant de tester l'outil.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre ou par voie dématérialisée.

Lorsque le candidat soumissionne seul à plusieurs lots de l'accord-cadre, il peut ne transmettre qu'un seul exemplaire du mémoire technique commun à l'ensemble des lots auxquels il soumissionne en le précisant expressément sur ce dernier (avec la mention « mémoire technique commun à tous les lots soumissionnés ») dans la mesure où il différencie clairement les différences sur chaque lot de l'accord cadre.

Toutefois, lorsque la composition des membres d'un groupement d'opérateur économiques diffère selon les lots auxquels il candidate, le groupement doit produire un mémoire technique pour chaque lot.

### Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 52, 53 et 55 du Code des marchés publics et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères relatifs à la candidature sont :

#### **Garanties et capacités professionnelles, techniques et financières**

##### 5.1 - Accord-cadre : critères de jugement des offres communs à tous les lots

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur économique	20%
2-Valeur technique	80%

### Valeur économique (20%)

Le prix est jugé au regard de la somme des Termes Fixes mensuels de chacun des Points de livraison mentionnés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement « bordereau de prix des Termes Fixes » dans le champ « TOTAL TF ». Les prix sont analysés hors taxes sur douze mois.

*[Concernant les tarifs de distribution, les candidats peuvent effectuer des optimisations des Points de livraison. Il est interdit de faire passer un Point de livraison d'un T3 vers un T2. En cas d'optimisation d'un Point de livraison d'un T3 vers un T2 par le candidat, le coordonnateur le requalifiera en T3.]*

L'offre la moins-disante économiquement obtiendra la note maximale 100. Les offres suivantes obtiendront une note obtenue par le calcul ci-après :

Note = (Offre la moins-disante / offre du candidat) x 100

Aucune note ne pourra être inférieure à 0.

### Valeur technique (80%)

La valeur technique de chaque offre sera jugée au regard de la pertinence du mémoire technique remis par chaque candidat. Ce mémoire devra respecter le cadre du mémoire technique fourni dans le DCE. Ce mémoire contient notamment :

<b>Gestion technique</b>	<b>20 points</b>
- Modalités de détermination et transmission des index de départ	5 points
- Description des prestations proposées en matière de conseil	5 points
- Assistance proposée pour les démarches des membres vers les gestionnaires des réseaux de distribution et de transport	5 points
- Méthodologie de rattachement et détachement des points de livraisons	5 points
<b>Facturation</b>	<b>25 points</b>
- Modalités de facturation	10 points
- Modalités d'estimation de l'index utilisées pour l'établissement des factures sur la base d'estimations et/ou de relevés confiance	5 points
- Modèle de facture simple, groupée et d'annexe	5 points
- Modalités de gestion des contrats de livraison directs	5 points
<b>Relation client</b>	<b>30 points</b>
- Engagements en termes de réactivité en cas de demande des Membres, par type de demande	5 points
- Traitement des réclamations	5 points
- Modalités d'information des Membres - Communication	5 points
- Organisation et personnel dédié à la clientèle pour assurer une relation de qualité	15 points
<b>Suivi et transparence</b>	<b>25 points</b>
- Description des fonctionnalités du site internet proposé	10 points
- Modèle de rapport annuel proposé	5 points
- Modalités de reporting à la Collectivité et d'échange avec la Collectivité	5 points
- Niveaux et moyens d'accès par la Collectivité aux données techniques et financières	5 points

Le ou les candidats attributaires de l'accord-cadre produiront les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Pour le critère de la valeur technique, la note attribuée au stade de l'accord-cadre sera reprise au stade de l'analyse des offres des marchés subséquents.

## 5.2 - Marchés subséquents : critères de jugement des offres communs à tous les lots

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur économique	80%
2-Valeur technique	20%

Au stade des marchés subséquents, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères suivants :

1) La valeur technique: à hauteur de 20%, appréciée au regard des critères suivants figurant dans le mémoire technique présenté lors de l'accord cadre :

Critères	Pondération
Gestion technique	20
Facturation	25
Relation client	30
Suivi et transparence	25

2) La valeur économique (P) : à hauteur de 80%,

Pour chaque lot, l'offre la moins-disante économiquement obtiendra la note maximale 100. Les offres suivantes obtiendront une note obtenue par le calcul ci-après :

Note = (Offre la moins-disante / offre du candidat) x 100

Aucune note ne pourra être inférieure à 0.

Pour chaque n°j de mise en concurrence (n° du lot) où j ∈ {1,2,3}, la valeur économique (VE<sub>j</sub>) est calculée de la façon suivante sur la base des TF et TQ(i) renseignés par le candidat :

$$VE_j \text{ HTT} = 12 \times \sum TF_j \times (1 + TVA_{TF}) + \left[ \sum_{i=1}^4 \left( TQ(i)_j \times \sum_{TD(i)} CAR_j \right) \right] \times (1 + TVA_{TQ})$$

Avec :

VE<sub>j</sub> HTT = Valorisation économique par lot en € HTT

TF<sub>j</sub> où j ∈ {1,2,3} = Somme des termes fixes mensuels (en € HTT) établis en application des

formules de calcul exposées à l'article 11.1.1 Terme forfaitaire mensuel (TF) du présent CCAP présentées dans l'acte d'engagement de l'accord cadre du lot concerné et indiquées dans la colonne « Terme fixe mensuel » du bordereau de prix des termes fixes annexé à l'acte d'engagement de l'accord-cadre du lot concerné.

$CAR_j$  où  $j \in \{1,2,3\}$  = Somme des CAR (en MWh) indiqué dans la colonne « Consommation annuelle de référence (CAR) » du bordereau de prix des termes fixes annexé à l'acte d'engagement de l'accord cadre, des points de livraison appartenant à la tranche tarifaire de distribution TD(i) du GRD concerné déterminée conformément à l'article 11.1.2 du CCAP (étant entendu qu'une des sommes  $CAR_j$  peut être nulle pour une tranche tarifaire de distribution TD(i) non présente au bordereau du prix des termes fixes d'un lot)

$TQ(i)_j$  où  $j \in \{1,2,3\}$  = Terme de Quantité s'appliquant au point de livraison appartenant à la tranche tarifaire de distribution TD(i) du GRD concerné déterminée conformément à l'article 11.1.2 du CCAP. Il s'obtient par la sommation :  $TQ(i)_j = TQ(i)_{GRD} + TM_j$   
 $TM_j$  : Terme Molécule figurant à l'acte d'engagement du marché subséquent du Lot concerné.

$TQ(i)_{GRD}$  : correspondant au prix proportionnel, à l'euro près (sans marge), du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution du GRD concerné publié au journal officiel et propre à chaque point de livraison suivant sa tranche tarifaire de distribution TD(i).

$TVA_{TF}$  = Taux (en %) de TVA en vigueur, applicable à la composante TF du prix

$TVA_{TQ}$  = Taux (en %) de TVA en vigueur, applicable à la composante TQ du prix

Les offres seront analysées lot par lot. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Le Coordonnateur pourra déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent infructueuse sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les Titulaires.

Les Titulaires sont informés par le Coordonnateur de l'acceptation ou du rejet de leur offre, au maximum dans les 3 heures après l'heure limite de remise des offres.

Les titulaires de l'accord-cadre devront déposer une offre à chaque remise en concurrence des marchés subséquents.

En cas d'absence de réponse, ils devront justifier par écrit de leur impossibilité de répondre.

Le délai imparti aux titulaires du présent accord-cadre pour le dépôt de leur offre sera précisé dans les lettres de consultation.

Les modalités de remise des offres des marchés subséquents seront détaillées dans la lettre de consultation relative au marché subséquent.

## Article 6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

### 6.1 - Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**Accord-cadre «Acheminement et fourniture de gaz naturel et services associés sur le périmètre de la région Bourgogne» - Groupement de commandes**

Candidat : .....

Lots n°.....

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**SIEEEN**

**7, place de la République**

**CS 10 042**

**58 027 Nevers cedex**

**Tel : 03 86 59 76 90**

**Télécopie : 03 86 59 76 99**

**Courriel : [contact@sieeen.fr](mailto:contact@sieeen.fr)**

**URL : [www.sieeen.fr](http://www.sieeen.fr)**

**Horaires d'ouverture : de 8h à 12h et de 13h30 à 17h du lundi au vendredi**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les **Pièces de la candidature** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

### 6.2 - Transmission électronique

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip
- Portable Document Format .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- le cas échéant, le format DWF



- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web <http://e-bourgogne.fr>.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie du 28/08/2006 (Chapitre II).

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être :

- conformes au référentiel intersectoriel de sécurité,
- et référencé sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (Cf. : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>)

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

Toute opération effectuée sur le site <http://e-bourgogne.fr> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plate forme, les candidats pourront s'adresser par courriel à l'adresse suivante :

[julien.leclercq@sieeen.fr](mailto:julien.leclercq@sieeen.fr)

ou par téléphone : 0386597690

**En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature ou l'offre informatique n'est pas parvenue dans les délais,
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.



## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

### 7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

#### **Renseignement(s) administratif(s) :**

**Julien LECLERCQ**

**Tel : 03 86 59 76 90 poste 101**

**Télécopie : 03 86 59 76 99**

**Courriel : julien.leclercq@sieeen.fr**

#### **Renseignement(s) technique(s) :**

**Jérémy FOURAGE**

**Tel : 03 86 59 76 90 poste 149**

**Télécopie : 03 86 59 76 99**

**Courriel : jeremie.fourage@sieeen.fr**

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [www.e-bourgogne.fr](http://www.e-bourgogne.fr)

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 7.2 - Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

### 7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

## **Article 8 - Procédures de recours**

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

- Durant les deux mois à compter de la notification du rejet de leur candidature ou offre, recours gracieux ou hiérarchique du candidat (interrompt le cours du délai contentieux) ;
- Procédure de référé précontractuel exercée avant la signature du contrat (art. L 551-1 du Code de Justice Administrative – CJA) ;
- Procédure du référé contractuel exercée après consultation (art. L551-13 et suivants du CJA) ;
- Les actes administratifs détachables du contrat sont susceptibles d'un recours juridictionnel en annulation dans les deux mois suivant leur publication ou leur notification (art. R 421-1 du CJA) ;
- La suspension des dites décisions peut être demandée (art. L 521-1 du CJA). Le juge des référés peut ordonner toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde d'une liberté fondamentale (art. L 521-2 du CJA) et ordonner toutes autres mesures utiles sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative (art. L 521-3 du CJA). Le référé-instruction (art. R 532-1 du CJA) n'est soumis à aucune condition de délai ;
- Le recours juridictionnel en annulation peut être exercé par le préfet (art. L 2131-6 et L

2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales) de sa propre initiative ou sur demande d'un tiers ;

- Le recours en indemnisation (prescription quadriennale) : il doit être précédé d'un recours administratif sauf en matière de travaux publics ;
- Tout concurrent évincé de la conclusion du contrat peut former un recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat (dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées). A partir de la conclusion du contrat, le concurrent évincé n'est plus recevable à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Dijon  
22 rue Assas - BP 61616  
21016 DIJON  
Tél. 03 80 73 91 00 Fax 03 80 73 39 89  
e-mail : greffe.ta-dijon@juradm.fr

## ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e)

Nom : ..... Prénoms : .....

Agissant au nom et pour le compte de la société :

.....

...

Adresse : .....

Numéro d'identification S.I.R.E.T: .....

présentant ma candidature à l'accord-cadre n° 2014-27 " Acheminement et fourniture de gaz naturel et services associés sur le périmètre de la région Bourgogne"

### **atteste sur l'honneur que :**

en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics :

#### a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

#### b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L. 8241-1 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords- cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en

application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;
- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

**(1) Rayer si tel n'est pas le cas**

**NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.**

Fait pour valoir ce que de droit,

A

Signature du candidat

Cachet de l'entreprise

Le